

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Europe

L'avons-nous assez entendu chanter, le grand air du marché unique européen !

Maintenant que l'échéance se rapproche, c'est un autre discours qui est en train de s'esquisser: celui qui évoque les contraintes nationales (la fiscalité), la concurrence impitoyable entre les pays européens, les victimes probables de la bataille. Et certains, tels Jacques Chirac, commencent à chasser sans scrupules sur les terres de «l'intérêt national» hâtivement redécouvert.

Ayant pris la peine de lire l'Acte unique, et l'Acte final qu'on oublie volontiers, nous n'avons pas succombé à l'euphorie européenne des deux dernières années. Maintenant que le vent tourne, nous ne participerons pas plus à la surenchère nationaliste. Comme par le passé, nous continuerons de rappeler que l'Europe se définit par ses nations, et qu'à une intégration mythique il faut préférer la coopération la plus large possible. Sans oublier l'autre Europe, dont nous sommes amputés.

RÉFÉRENDUM

OUI à la paix
à l'avenir



Bicentenaire

**Quelle
célébration ?**

(p. 2)

Algérie

**Tournant
sanglant**

(p. 4)

M 2242 - 501 - 12,00 F



3792242012008 05010

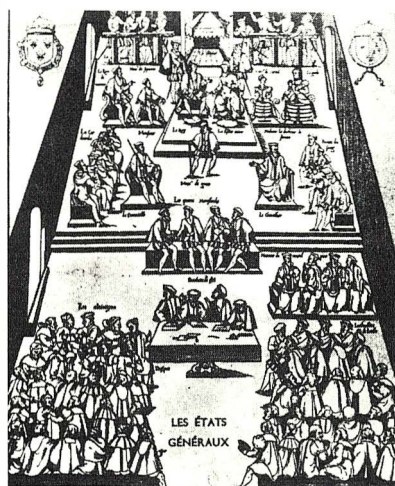
Bicentenaire

Flou et improvisation

A deux mois de 1989, aucune manifestation de grande ampleur, c'est-à-dire capable d'attirer les commanditaires, de drainer de nombreux touristes et d'intéresser les grandes chaînes de télévisions étrangères, en vue d'une possible retransmission, n'est encore programmée. Il n'y a pas que nos produits que nous ne savons pas vendre: notre politique commerciale en est encore à l'âge de bronze. Les hommes politiques français ne semblent pas avoir compris qu'un investissement dans le secteur de la culture s'orchestre comme n'importe qu'elle autre investissement industriel. Il est vrai que notre politique industrielle laisse à désirer: de ce point de vue, on ne peut pas nier qu'il y ait une certaine cohérence....

A titre de comparaison, on peut rappeler que les Américains ont commencé à préparer leur bicentenaire ainsi que le centenaire de la statue de la Liberté, plusieurs années auparavant: c'est dire combien ils tenaient à la réussite de ces deux projets. Cela ne semble pas être notre cas. Nos polémiques internes nous intéressent davantage que le rayonnement de la France dans le monde.

Publié, au début du mois d'octobre, par Jean-Noël Jeanneney, le calendrier des festivités officielles du bicentenaire de la Révolution française, est révélateur, par son inconsistance, de l'embarras de l'ensemble de la classe politique.



■ « Reprendre le mouvement national de 1789 ... »

Cela dit, tout n'est pas perdu, puisque le prochain sommet des pays les plus industrialisés se tiendra le quatorze juillet 1989, à Paris et que les vœux de bonne année de Jacques Chirac seront télévisés et retransmis dans le monde entier. La belle affaire ! Mais du grand concert de Jean-Michel Jarre, il n'est plus question... On peut déplorer ce type de médiatisation,

mais, aujourd'hui un événement de l'importance du bicentenaire, ne se conçoit pas sans un ou plusieurs spectacles grandioses, associant les techniques dernier cri, et les vedettes du cinéma, de la chanson et du spectacle. Or les déplacements des dites vedettes s'organisent plusieurs mois, voire plusieurs années à l'avance. A l'heure où les jeux olympiques sont l'occasion pour un pays de prouver au monde, qu'il est capable de faire entendre sa voix, si faible soit-elle, il est stupide de ne pas profiter de l'occasion qui se présente à nous de montrer à nos partenaires politiques mais aussi économiques, que nous pouvons rivaliser dans ce domaine aussi. Sans compter que les retombées commerciales sont loin d'être négligeables. Par ailleurs une manifestation, semblable à celles qu'a déjà organisées Jean-Michel Jarre à Houston ou à Lyon, n'est pas incompatible avec la tenue de colloques ou de débats sur la

Révolution.

Mais c'est peut-être là que le bât blesse. Faute d'une réflexion préalable sur les questions de fond, personne ne sait aujourd'hui ce que l'on va fêter. Ou plus précisément, personne ne souhaite célébrer la même chose: s'agit-il de commémorer le grand élan de 1789 ou, dans la foulée, les dérapages de 1793 et de l'Empire ? Aucun responsable au gouvernement ou dans les partis n'ose se poser la question, de peur de devoir remettre en cause les mythes sur lesquels ils se fondent.

Pour notre part, nous ne pouvons que déplorer le flou actuel et la configuration que paraît prendre la commémoration bicentenaire. Nous pensons qu'il est nécessaire, comme le disait le comte de Chambord, en 1871, à propos de 1789, de reprendre « en lui restituant son caractère véritable, le mouvement national de la fin du siècle dernier » (1). C'est dans cette perspective que nous comptons célébrer le bicentenaire et que nous voudrions en faire une réussite, n'en déplaise à l'ensemble de la classe politique.

Patrice LE ROUE

(1) Manifeste du Comte de Chambord du 5 juillet 1871.

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Flou et improvisation - p.3: Avenir du Conseil général - Etranges similitudes - p.4: L'Algérie en détresse - Gisèle - p.5: L'Iran face à la paix - p.6/7: Pologne: Vie quotidienne - p.8: La dimension oubliée - Monarchie et démocratie - p.9: Une éclatante réussite - p.10: Klaus Barbie - Mayotte - p.11: Action royaliste - p.12: Le « OUI » des royalistes
 REDACTION - ADMINISTRATION
 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
 (1) 42.97.42.57
 Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
 Comm. Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
 Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Cantons

Avenir du conseil général

Les récentes élections cantonales posent la question de l'utilité du Conseil Général en tant qu'institution et de son avenir. Des menaces pèsent sur cette institution née de la période révolutionnaire de 89.

La baisse démographique du monde rural est une première menace pour l'institution. Le canton autrefois était le siège de services publics et administratifs. Aujourd'hui il n'est plus que la circonscription électorale du conseiller général... Certains conseillers ont été élus pour moins de 1000 habitants. L'élu cantonal n'a-t-il pas alors tendance à préserver le passé plus que d'œuvrer pour le futur ?

Le déséquilibre rural/urbain est une seconde menace pour l'institution. Les ressources sont prélevées sur les populations urbaines alors que la redistribution s'effectue en grande majorité en faveur du milieu rural. D'autre part le citoyen des villes perçoit mal les découpages et le taux d'abstentions révèle un malaise. Selon qu'il habite d'un côté ou de l'autre de la rue, le citoyen relèvera de tel ou tel canton. Et finalement que pèse un conseiller général urbain face au maire de la ville ? Si les deux mandats ne sont pas détenus par une seule personne, la légitimité de l'élu n'est pas perçue.

Le cadre étrié du département est une troisième menace pour l'institution. Comment engager une réelle politique d'aménagement du territoire et de développement économique ? D'ailleurs, les éléments

administratifs de base ne sont-ils pas les 36.000 communes, paroisses de l'ancien régime ? Ce nombre est bien évidemment trop élevé pour qu'un réel pouvoir d'initiative puisse être mis en œuvre. Et même cent interlocuteurs pour l'Etat, c'est beaucoup trop. Il faut une certaine dimension autorisant des moyens. La dimension régionale deviendrait donc nécessaire et on en reviendrait presque aux 34 généralités de l'ancien régime.

Pour ces trois raisons (on pourrait en trouver d'autres), l'institution du Conseil Général pourrait être menacée. Mais la décentralisation et le transfert de compétences ont renforcé indiscutablement le rôle de l'assemblée départementale. Le président du Conseil Général devient désormais l'homme fort du Département et par là-même, devient l'interlocuteur privilégié du représentant de l'Etat. D'un côté donc un malaise et des menaces sur l'avenir, et d'un autre un renforcement institutionnel. Il est donc probable que vont se poser très bientôt les conditions d'un conflit qui devra se résoudre dans une correction de cette situation. Cette correction ne passerait-elle pas par un renouveau de la Région ? Mais il est difficile de toucher à l'organisation locale et aux privilèges acquis, en l'absence (entre autres) « d'un projet global sur la redistribution des pouvoirs respectifs de l'Etat et des collectivités locales ».

Philippe DUBOIS

Le Nouveau Conseil Général, éditions ouvrières, collection pouvoir local par R. Dosière, J.-C. Fortier, J. Mastias.

Grèves

Etranges similitudes

Auto-proclamés experts en « société civile », Michel Rocard et ses proches amis agissent en pleine méconnaissance de celle-ci.



Bien sûr, l'actuel gouvernement ne saurait être comparé au précédent: trop de différences et d'oppositions dans les références, les mentalités, les soucis, les comportements. Pourtant, il y a des analogies inquiétantes entre les réactions de Claude Evin et de Michel Rocard face au mouvement de grèves, et celles de Jacques Chirac, de Charles Pasqua et de René Monory face au mouvement étudiant. Même refus de prendre immédiatement la mesure de la « coordination » du mouvement gréviste, même mépris à son égard, même explication du conflit par les menées d'agitateurs gauchistes (qui ne sont, chez les infirmières comme autrefois chez les étudiants, que de simples prestataires de service), même incompréhension de la nature profonde des revendications, même attitude hautaine après l'échec des négociations: aux lycéens et aux étudiants de 1986, comme aux infirmières de 1988, on reproche de ne pas avoir lu les textes...

Bien sûr, Michel Rocard refusera par principe la fausse issue d'une répression violente. Mais on ne peut manquer d'être

frappé par les réflexes communs à l'ensemble des milieux dirigeants, qui agissent comme s'ils ignoraient les nouvelles données sociales - pourtant examinées et débattues depuis longtemps. Lisent-ils (par exemple l'ouvrage de Pierre Rosanvallon sur « La Question syndicale ») ? Écoutent-ils ce qu'on leur dit ? Sortent-ils dans la rue ? Prennent-ils jamais le temps de la réflexion ? Etrange impression de cécité et de surdité d'hommes de pouvoir satisfaits d'eux-mêmes, vivant sur un acquis intellectuel vieillissant, incapables d'observer par eux-mêmes ou d'intégrer à leurs raisonnements ce que chacun sait ou pressent. Si l'impression est fautive, il est urgent qu'on nous en détrompe.

Pour l'instant, les erreurs politiques et les maladroites verbales n'ont fait qu'attiser un mouvement revendicatif très prévisible. Mais celles-ci ne sauraient faire oublier la faute initiale qui fut de choisir, dans le domaine économique, la pure et simple gestion. D'un gouvernement socialiste, beaucoup étaient en droit d'attendre autre chose.

Yves LANDEVENNEC

Nouvelle-Calédonie

voir page 12

Ghetto

Gisèle

Face aux massacres d'Algérie, la réaction tardive de certains intellectuels s'explique aussi par la naïveté. Devant une injustice ou une horreur, on peut se taire par calcul ou par idéologie, mais aussi sous l'effet d'une surprise non feinte. Contrairement à ce qui se passait au temps du stalinisme, le trop long silence des intellectuels de gauche devant la répression de la révolte des jeunes Algériens ne s'explique ni par le doute ni par la mauvaise foi, mais plutôt par la tristesse et la gêne, auxquelles il faut ajouter une bonne dose de naïveté.

Ainsi, Gisèle Halimi s'étonne que ses amis algériens ne lui aient rien dit d'une situation qui devait se révéler explosive. Comme s'il suffisait, pour connaître la réalité d'un pays, d'entendre les analyses de ses milieux dirigeants, alors que quelques promenades sur les marchés et dans les rues, quelques moments à la terrasse d'un café, quelques regards sur les visages, les vêtements et les habitations renseignent très vite sur l'ambiance et le niveau de vie...

Nous n'en voulons pas particulièrement à Gisèle Halimi, qui, quoiqu'on pense de ses combats, les mena avec courage. Simplement, sa réaction est significative de la fermeture d'une classe dirigeante n'entretenant de relations qu'avec elle-même et ses voisins d'Europe et d'Afrique. Que ces milieux « responsables » ne s'étonnent pas si, par suite de leur méconnaissance des conditions de vie, la révolte des peuples leur explose de temps à autre à la figure.

Sylvie FERNOY

Dictature

L'Algérie en détresse

Les événements sanglants survenus outre-Méditerranée vont permettre aux autorités françaises de réviser quelque peu leur position vis-à-vis de l'Algérie. Mais la plus extrême prudence reste de rigueur.

Dès l'origine et peut-être même à cause de ses origines, des conditions de guerre dans lesquelles elle s'est réalisée, l'Algérie indépendante a été privée de démocratie: il n'y a pas eu de transition, mais rupture douloureuse. La rapide captation du pouvoir par des clans qui, à quelques exceptions près, n'avaient pas mené la lutte sur le terrain (et ne disposaient donc pas vis-à-vis du peuple de la légitimité) a empêché tout pluralisme politique. A. Ben Bella, qui tient aujourd'hui de son exil un autre discours, est bien placé pour le savoir.

Il n'existait donc pas, les émeutes récentes l'ont montré, d'alternance possible et d'opposition capable de canaliser le mécontentement tout en prenant en charge les problèmes du pays. Tahar Ben Jelloun résumait bien la situation en écrivant « plus un régime manque de légitimité, plus le moindre « chahut » le fait réagir brutalement parce qu'il sait qu'il n'est pas installé sur des bases solides, avec des institutions incontestables. Un régime né de la violence d'un coup d'Etat n'a d'autres références pour imposer sa légitimité que la force ». Les contestataires ont donc trouvé refuge dans les mosquées. S'ils ont exploité la situation, il semble que les intégristes aient pris le train en marche. Cependant le danger demeure: la baisse des revenus pétroliers, qui constituaient le seul ballon d'oxygène d'une économie en déroute, risque de pousser un jour ou l'autre les autorités à rechercher un exutoire politique. Même s'il a été, il y a



quelques temps, décapité, il ne faut pas oublier que « le courant islamique en Algérie s'est pourtant diffusé dans un premier temps avec les encouragements de certains cercles du pouvoir » (1).

Les relations entre la France et l'Algérie sont toujours délicates, avec un rapport affectif maintenu malgré les conditions dramatiques de l'indépendance. Avec ce rapport, des réactions complexes et contradictoires. En France, un sentiment de culpabilité que les autorités d'Alger savent très bien exploiter dans les négociations; mais aussi, chez beaucoup de nos concitoyens, la confirmation d'un racisme latent: « sans la France, ils ne s'en sortent pas », alors même que les problèmes que connaît l'Algérie (et ses 40 à 50 millions d'habitants à la fin de ce siècle) rendent rétrospectivement plus chimérique l'idée d'une colonie demeurée française.

Dans un tel contexte, la position des officiels français est délicate. Ils devaient évidemment dénoncer les manquements aux plus élémentaires droits de l'homme. Mais imagine-t-on le tollé, à l'intérieur comme sur la scène internationale, si, avant les événements, les Français s'étaient permis d'exprimer officiellement le plus léger doute sur la nature démocratique du régime algérien ?

Les individus, les partis, les associations françaises auraient, en revanche, dû parler plus tôt, et on ne peut nier qu'un certain intellectualisme « tiers-mondiste » a continué, jusqu'à ces dernières semaines, à lier les mains de ceux qui veulent se battre pour les valeurs démocratiques partout dans le monde, même au prix de l'ingérence dans les affaires intérieures des autres.

Cela dit, même si la mauvaise conscience n'est plus de mise, face à l'absence de tradition démocratique et aux risques imprévisibles de dérapage en Algérie, le gouvernement français doit continuer une politique réaliste. Les pressions qu'il se doit d'exercer en faveur d'une évolution démocratique, ne peuvent être que discrètes. Il devra tout de même - c'est une évidence ! - être beaucoup plus ferme qu'il ne l'a été jusque-là sur la protection de la vie des opposants algériens, notamment sur le sol français. Les élites politiques algériennes qui pourraient mener une transition démocratique, et offrir un autre idéal que l'institution de la « Charia », sont en effet particulièrement rares, et précieuses à l'avenir de l'Algérie, comme à l'intérêt de la France dans le monde.

Alain SOLARI

(1) Gilles Kepel, « Le Monde » du 14/10/88.

Ayatollah

L'Iran face à la paix

Le 18 juillet dernier, le président du Parlement iranien, Rafsandjani, convainquait l'imam Khomeini d'accepter le cessez-le-feu avec l'Irak. Le Parlement était mis en congé aussitôt jusqu'au 4 septembre. Le jour de la rentrée parlementaire, le premier ministre Moussavi remettait la démission de son gouvernement, qui était rejetée par le président de la République Khamenei. Depuis lors, Moussavi a obtenu l'investiture pour la plupart de ses ministres; quelques-uns censurés ont dû être remplacés. L'Iran chiite et révolutionnaire serait-il gouverné sur le modèle de la démocratie de Westminster ? Sommes-nous passés tout à coup d'une théocratie autoritaire à un Etat de droit constitutionnel ? Ou encore: la guerre étant finie, la révolution l'est-elle aussi ? L'interprétation d'un tel régime et d'un tel pays est difficile.

D'abord, la dualité du pouvoir. Elle est naturelle au chiisme, réalité de base dans la civilisation iranienne. Le pouvoir d'origine religieuse de l'imam (guide dans la foi) Khomeini, s'il est tout-puissant; n'intervient que rarement. Il n'absorbe pas la substance des institutions. L'espace du politique, quoique relativisé, est infiniment plus diversifié que dans les dictatures voisines.

L'Iran n'est pas une mollarchie, même si le clergé a bénéficié du prestige de Khomeini qui a toujours été minoritaire en son sein parce que révolutionnaire. Le clergé en Iran est, dans sa masse, conservateur. L'Iran n'a pas connu de parti unique. Les relations qui s'établissent entre exécutif et législatif, président, premier ministre et parlement, sans compter divers conseils, sont largement fondées sur le poids des personnalités et les réseaux

La révolution iranienne est en meilleure posture pour gagner la paix que l'Irak de Saddam Hussein.



■ *Le bazar de Téhéran: réelle puissance financière.*

d'influence qu'ils commandent. Enfin, dans la mesure du possible, le pouvoir s'exerce par consensus.

Le personnel politique a été remarquablement stable pour un pays en révolution et en guerre. L'Iran, qui n'a pas connu de Vendée, n'a pas développé son système de terreur à l'intérieur de sa révolution (même s'il l'a fait à l'extérieur).

En ce sens, il n'y a donc pas de lutte pour la succession de Khomeini. Un imam est désigné: Montazeri, dont Rafsandjani et Khamenei furent les élèves. Il incarnera le pôle spirituel. Côté temporel, des élections présidentielles auront lieu au printemps 89. Khamenei ne peut s'y représenter et les luttes d'influence habituelles s'y

donneront libre cours.

Le Parlement, élu en avril-mai dernier, au plus fort de la guerre des villes, avait vu sa frange radicale renforcée derrière la bannière du fils Khomeini, appuyé sur la base sociale de la révolution, la fondation des déshérités, les gardiens de la révolution (les Pasdaran).

Le parti conservateur, affaibli, a maintenu ses positions dans la mesure où il s'appuie sur le clergé et le bazar, c'est-à-dire les réelles puissances financières du pays (fondations islamiques et commerce). Le débat central porte sur la politique économique. Moussavi incarnait depuis 1981 l'économie de guerre, le dirigisme, les nationalisations. La paix et la reconstruction du pays supposent le retour

à un certain libéralisme, sans même parler du capital étranger.

Le compromis actuel, imposé par l'équilibre politique du parlement et avalisé par l'imam, consiste en le maintien de Moussavi sur des orientations plus libérales. Ni trop à gauche, ni trop à droite. Il en va de même du débat sur l'organisation révolutionnaire. Les Pasdaran ne sont pas dissous mais ils ne doivent pas s'ingérer dans le débat politique.

Il y a donc bien deux partis, mais rien ne dit que ces débats internes vont dégénérer un jour en guerre civile. Il y a un intérêt commun. On pense à Thermidor et au Directoire. Iran, année 1795, année de la paix de Bâle ?

L'Iran ne devrait pas être très différent sous la paix (le cessez-le-feu n'est pas la paix) de ce qu'il a été sous la guerre. Il est même à craindre qu'il ne sache mieux profiter de la paix qu'il ne l'a fait de la guerre. Depuis son acceptation du plan des Nations-Unies, un an après celle de l'Irak, l'Iran fait figure de modéré face à un Irak aujourd'hui accusé de jusqu'au-boutisme et de prétentions inacceptables parce qu'il revendique une renégociation de l'accord signé avec le Chah où Bagdad avait dû abandonner sa souveraineté sur une moitié du Chatt-el-Arab, son unique voie d'accès à la mer, en échange d'un soutien iranien dans la rébellion kurde. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui on réveille le problème kurde (au grand dam des turcs). Et comme dans l'Iranguate, les Américains se laissent manoeuvrer par le même expert manoeuvrier Rafsandjani. Si on les suivait, il ne faudrait pas donner cher de la peau de Saddam Hussein. Et l'Iran aurait gagné sa guerre. La révolution iranienne ne mourra pas tant qu'elle conservera cet espoir.

Yves LA MARCK

Visage de la Pologne

Scènes de la vie

A la seconde messe de Sainte Brigitte, nous étions retournés anonymes parmi la foule. C'était justement le dimanche qui suivait une provocation policière. Deux civils, le chapeau planté sur la tête, s'étaient introduits dans l'église et balladés en blaguant comme dans une foire; aux remontrances, l'un d'eux répondit en sortant son couteau; on avait dû les reconduire de force à la porte malgré leurs hurlements et leurs menaces. C'est ce que racontait en chaire le curé prêcheur, ayant pris l'anecdote comme l'illustration de son thème du jour: quelle déchéance morale guette l'homme qui n'est plus en Christ mais livré aux démons alcool, violence, sexualité, fanatisme politique - autant d'aliénations qui finissent par en faire un ennemi du Seigneur. Car l'histoire ne s'arrêtait pas là. A la sortie de la messe, trois unités de Zomos anti-émeute, cernaient l'église et la place sous prétexte de rétablir l'ordre que la cérémonie avait troublé. Charges, matraquages, une trentaine d'arrestations pour contrôle... Et voilà, concluait en substance l'homélie, comme on en vient, par médiocrité morale et relâchement, à se faire complice de la persécution...

Dans notre précédent numéro, Luc de Goustine, de retour de Pologne, nous avait décrit la profondeur et les fondements de la résistance polonaise. Il poursuit ici en nous donnant son témoignage sur les scènes de la vie quotidienne qu'il a pu observer, nous faisant mieux percevoir que la révolte de ce peuple n'est pas près de s'achever.

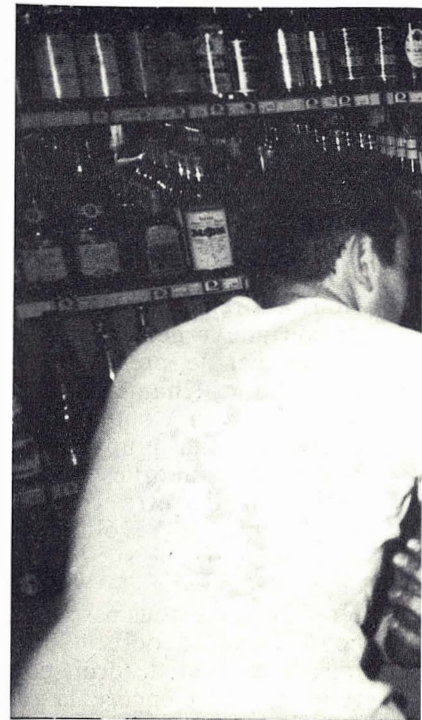
Ce jour-là, après la messe, autre événement catholique: le curé Jankowski, suivi d'un servant portant un seau, arpentait à grandes foulées l'esplanade qui s'étend au porche de l'église en aspergeant d'eau bénite les voitures. C'était la Saint Christophe et, pour qui sait la peine, et l'astuce, et l'argent que dépense en Pologne un automobiliste pour maintenir en marche son véhicule, une bénédiction d'en haut n'est pas de trop. D'ailleurs, les propriétaires relevaient les capots pour que la sainte ablution pénètre jusqu'au

noyau de la mécanique. Sacramentel dont s'acquittait le prêtre avec une fougue vengeresse et la pleine conviction que Dieu - par le signe thaumaturgique et salvateur de son Fils - ne dédaignerait pas d'assurer le service après-vente, pas seulement spirituel, des objets quotidiens qui nous sont chers.

Tout aussi catholique, mais propre à chaque dimanche, l'autre rituel: dans la cour du presbytère que les gardiens de la grille laissent soudain envahir par la foule, la conférence de presse, ou meeting public, des responsables de l'opposition polonaise. Là, le curé reçoit sur son perron, et présente ceux qui parlent: deux prêtres qui viennent de faire plusieurs mois de prison. Un responsable syndical de Cracovie en visite. L'avocat de Solidarnosc, Jacek Taylor, qui donne quelques nouvelles de procédures en cours... Et bien sûr, quand il est là et que l'action l'exige, Lech Walesa ou l'un de ses proches.

A mes côtés, un homme jeune à la barbe blonde qui, à l'église, m'avait murmuré le sens des textes saints et de quelques phrases de l'homélie. Il se présente. Je m'aperçois que c'est lui que je devais rencontrer: il est professeur d'économie à l'Université et secrétaire général de Solidarité pour Gdansk, promoteur des fameux KIK, clubs d'intellectuels catholiques, qui sont à la fois le vivier et la seule forme actuellement permise pour le regroupement des élites politiques de la nation.

Piotr Nowina n'est pas seulement tout cela, et lecteur quotidien de la presse française, mais aussi bientôt chef d'entreprise. Il va, en association de capital et de technologie avec un laboratoire lyonnais, monter une fabrique de liquide pour dialyse rénale. Il s'agit de transformer l'aide humanitaire en



■ Sur les tee-shirt : « Let's go West »

initiative économique et sociale. Une seule inconnue: la forme que prendra, à l'automne, le nouveau statut de l'entreprise privée. Mais, d'ici l'automne, me dit Piotr, il se sera passé bien des choses... Ni lui, ni Aleksander Hall, leader de Jeune Pologne que je verrai ensuite, ne me cacheront l'évidence: Lech a pris ses vacances si tôt, parce qu'en août, il y aura de l'action.

En attendant, il faut vivre.

Et même en ces beaux jours, comment s'accommoder de la raréfaction générale des choses utiles? Des crémeries sans autre fromage qu'un caillé grumeleux, des boucheries vides et malodorantes, des poissonneries de port de pêche réduites à exposer un tas de cinq à six conserves soviétiques, des restaurants à menus standards édictés pour toute la ville, sinon la nation, et fricotés n'importe comment par un personnel

e quotidienne



» !

misme des petits maraîchers indépendants, et la médiocrité du commerce d'Etat, le moindre marchand des quatre saisons ou vendeur de glaces fait plus ou moins fortune.

Tout paraît impossible et possible à la fois. Même le commerce le plus officiel, dès qu'il a quelque chose à vendre, prend des allures de trafic parallèle... Le marché noir est agréé, approuvé par l'Etat, patronné par lui. Et le nom qu'il se donne est PEWEX: exportation intérieure !

Encouragement au trafic de devises occidentales qui seules ont permission d'acquérir, dans ces boutiques 'quasi extra-territoriales, les merveilles interdites aux slotys du citoyen.

Mythe du PEWEX. Le seul commerce auquel on fasse officiellement de la publicité. Cicontre, encore toute fraîche derrière l'échafaudage, la maquette qu'un couple d'artistes-peintres a réussi à vendre au fonctionnaire local: le dieu PEWEX est un soleil-dollar qui luit dans une trouée d'azur en forme de Pologne: alentour, le pignon entier est un ciel bouché de briques pleines et rouges: le bloc soviétique. La publicité, lâbas comme ici, confesse la vérité sociale.

Mieux encore quand les deux discours se télescopent. Ainsi, dans la caverne d'Ali-Baba où tous les spiritueux du monde côtoient les tabacs, les parfums, les produits de régime (privé du nécessaire, on se rue volontiers sur le superflu !), et jusqu'aux accessoires de salle de bain et robots ménagers occidentaux, des vendeuses coquettement maquillées répondent à la demande de queues interminables, distillent moyennant dollars, francs, marks, liras et florins, toutes les ivresses coupables utiles à la balance commerciale socialiste. Et que portent ces nymphes ? Des tee-

shirt imprimés en rouge d'un «Let's go West !» - autant dire clairement: «Fuyons ce pays pourri ! Exodus ! A l'Ouest coulent le lait crémeux et le miel impollué par Tchernobyl !» C'est l'Etat qui le dit et l'encourage. Même si ce n'est qu'une réclame... de cigarettes américaines.

Et l'on y vend aussi de la vodka polonaise. C'est la meilleure. Celle des fêtes familiales où boire est encore un rituel d'amitié, un luxe exceptionnel. Mais avez-vous goûté l'autre vodka, l'eau jaunasse délivrée contre pauvres slotys à celui qui ne peut pas se payer l'exportation intérieure de sa saoulerie et doit se contenter de sombrer corps et âme - le Père Jankowski a, ô combien, raison - dans cette tétanie brutale de la drogue alcoolique dure; et insatiable, puisqu'elle va se repaître huit ou dix jours durant des pauvres êtres qu'elle a saisis avant de les rejeter, en loques, sur les ruines familiales ?

Le porte-parole gouvernemental, Urban, ose imputer à l'Eglise le délit de non-intervention contre un fléau que l'Etat entretient et subventionne. C'est ici la dernière face de ce qu'il faut bien appeler la dégénérescence collectiviste: avec le dépérissement économique et la délinquance affairiste, l'euthanasie automédiquée par alcool d'Etat. Ce que M. Gorbatchev semble vouloir combattre en son pays.

Justement, le premier soviétique est en visite. Evitant Gdansk, il parcourt Szczecin entre les drapeaux prolétariens et la flamme blanche et rouge de la Pologne. A le voir sur l'écran parader sur un front de stakhanovistes en bleus de chauffe, écouter les discours de bienvenue et attendrir les foules au spectacle de sa famille modèle, on se croirait dans une version douce des années cinquante

revisitées. Mais si les gestes sont les mêmes, des navires soviétiques à l'amarre dans le port, le général Jaruselski raide comme un oiseau mort, les journalistes flagorneurs, les apparatchiki inquiets d'avoir fait correctement leur cour, les paroles se dérobent à l'ancienne conviction. Les mêmes ouvriers seront un mois plus tard en grève sur leurs chantiers, et à l'Académie de Varsovie, le Russe doit endurer la leçon sur la souveraineté nationale que l'ancien doyen de l'Université de Lublin donne à son intention... et répondre que c'est là une importante question, et qu'il faudra bien réviser la doctrine Brejnev sur la souveraineté limitée des pays frères. Et aussitôt après, de louer chez Jaruselski sa... générosité ! Veut-il inciter la Pologne à la glasnost ?

Tous les jeux sont ici truqués, toutes les paroles trompeuses. L'Eglise, par vocation maîtresse de vérité, exerce en grande artiste le discernement des esprits. Tout l'avenir polonais: une élite puissante, incomparable en Europe actuelle, s'avance masquée sous l'étendard syndical nobellisé, de compromis en compromis, forçant le dialogue à être - ne serait-ce que par les concessions déraisonnables qu'elle fait à l'adversaire d'Etat. Lentement, elle l'aspire, le conduit à mentir de plus en plus *selon la vérité*. Curieux bouche-à-bouche.

Refuser l'entraînement d'une contre-révolution. Laisser le communisme lui-même, ce chien crevard, mourir dans une certaine dignité.

Respecter même cela, la main qui vous frappe. Alors qu'on est déjà, historiquement, triomphant.

Gageure polonaise. Clef de l'Europe délivrée.

Luc de GOUSTINE

Symbole

La dimension oubliée

La symbolique politique n'a rien à voir avec le symbolisme plus ou moins ésotériste. Pauvre ou riche, elle singe ou exprime la légitimité du pouvoir.

Il y a les obsédés de l'efficacité, et les bons apôtres du réalisme. Il y a, au café du Commerce, ceux qui estiment que les « politiciens sont tous pourris » et d'autres, dans les réunions publiques - y compris les grand'messes socialistes - qui se livrent en toute bonne conscience laïque et républicaine à des cultes idolâtres. Il y a les maniaques de la communication, les gestionnaires résignés, les calculateurs ordinaires...

A tous ceux-là, le nouveau livre de Lucien Sfez (1) doit être vivement recommandé. Il faut surtout le recommander à la classe dirigeante (y compris au Premier ministre qui, à l'évocation de la symbolique, s'exclame qu'il en veut « le moins possible ! ») en précisant qu'il s'agit d'un texte bref (124 pages), à la typographie lisible et très agréablement écrit. On peut donc le garder dans sa poche, afin de le consulter chaque fois que, dans un débat politique, on entend parler de statistiques, de rapports de forces, ou de la meilleure manière de « vendre » un homme ou une idée. Car la politique n'est rien de tout cela. Elle est essentiellement symbolique, c'est-à-dire, au sens étymologique, qu'elle vise à rassembler selon la mémoire et autour d'une légitimité.

Cette dimension symbolique se vérifie bien sûr dans les em-

blèmes qui nous sont familiers - fleur de lys, abeilles impériales, drapeau tricolore - et dans les signes du pouvoir qui empêchent que l'on confonde le ministre et le banquier, le président de la République et le P.D.G. d'une société. Mais il faut aller plus loin. Les grandes doctrines politiques, qu'il s'agisse de Rousseau, de Marx le matérialiste ou de la nouvelle religion communicationnelle, ne sont pas compréhensibles sans le travail symbolique qu'elles accomplissent à leur insu. Et l'avènement de nos grands hommes d'Etat, malgré la crise des valeurs, ne se conçoit pas sans cette capacité à puiser dans la mémoire collective et à créer des événements significatifs au mépris de tout réalisme, qui fait que le général ou l'homme politique ordinaires en viennent à incarner la légitimité nationale.

En peu de mots, Lucien Sfez nous donne une grande leçon de politique qui est aussi un acte militant. Défense de la mémoire face au brouillage de la communication, de la politique en tant que telle contre ses mille et une réductions. Il importe que cette réflexion lucide et fidèle soit prise au sérieux.

B. LA RICHARDAIS

(1) La Symbolique politique. Que Sais-je n°2400, P.U.F. 1988 (Prix franco 32 F).

Italia

Monarchie et démocratie

Fabio Torriero fait paraître aujourd'hui *Un arbitro per la repubblica*, dans lequel il poursuit ses réflexions politiques sur l'Italie moderne, commencées dans trois précédents essais (1).



■ Fabio Torriero en visite dans les locaux de la N.A.R.

Ce nouveau livre aborde, une fois de plus, des thèmes qui nous sont chers: d'ailleurs comment pourrait-il en être autrement puisqu'il est dédié à « Bertrand Renouvin, Maestro di pensiero » ? Ainsi, nous montre-t-il, avec éloquence et brio, que monarchie et démocratie ne sont pas forcément des notions antagoniques: si cela est désormais évident en France, la classe politique italienne n'en est pas encore persuadée, d'où le nécessaire travail de Torriero pour convaincre ses compatriotes. Il démontre, d'autre part, la nécessité de placer, à la tête de l'Etat, un arbitre, et conclut que cet arbitre ne peut être que l'actuel chef de la Maison de Savoie, laquelle a conquis sa légitimité historique au XIX^{ème} siècle en permettant que l'unité italienne se fasse, d'une part autour d'un projet politique admis par l'ensemble

de la communauté italienne et, d'autre part, contre l'Empire Austro-Hongrois.

On peut cependant lui adresser deux reproches mineurs. Le premier concerne la forme. En effet, comme s'il était sur la défensive, Fabio se sent obligé de démontrer ce que la Monarchie n'est pas, avant d'arriver, dans un second temps, aux aspects positifs de la Monarchie. Le second tient à sa conclusion sur le binôme « Monarchie et écologie », terrain sur lequel nous ne le suivrons qu'avec prudence tant il recèle de pièges, mais nous ne demandons qu'à engager le dialogue avec lui.

Patrice LE ROUE

Fabio Torriero, *Un arbitro per la repubblica*, Edizioni Tribuna Politica, 30 F.

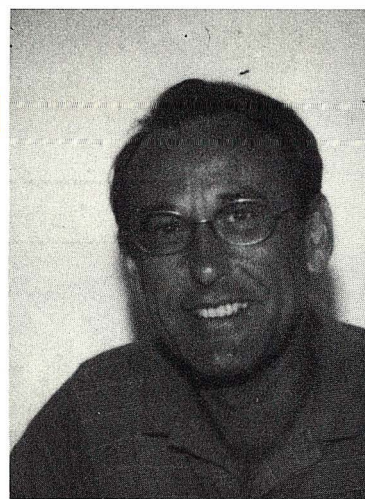
(1) La rivoluzione tranquilla in Italia, Dalla tradizione alla rivoluzion tranquilla, Oltre la Repubblica.

**Questionnez, on vous répond !
Minitel : 3615 AGIR * NAR**

«Mari-Barbola» :

Une éclatante réussite

■ Alain Flamand



Un livre s'impose en cette rentrée: «Mari-Barbola» (1), dont l'auteur, Pierre Veilletet, avait déjà retenu l'intérêt de la critique par «La pension des Nonnes». Déconcertant au premier abord du fait de la juxtaposition de récits cassés dont les personnages sont des nains, Mari-Barbola doit se lire comme une vaste métaphore filée, sans cesse reprise en ses motifs différents, sur l'art et sur la vie. Par un procédé de distanciation complexe, le lecteur est invité à passer au second degré de la lecture: à son plan symbolique, sans que pour autant se perde l'intérêt du plan «naïf». Tiago, Art Corn et Mari-Barbola (dont l'entreprise de réunir à Lisbonne sept nains confère son unité au récit) ont en commun de sentir ou de comprendre à travers l'épaisseur du vécu et des échecs que l'Art idéalise la vie et la sauve de l'insignifiance. La littérature vaut mieux que l'événement car «il n'y a jamais rien dans les journaux», or le récit commence là où le beau parleur se hausse et se cambre au-dessus du fait, là où le désir de l'épique transfigure. Ecrire, c'est mentir beau. Comme pour le toréador, même le plus minable, le tout de l'écrivain est dans le style: on a ou on n'a pas «l'ange». Mais ce mentir-beau n'est pas vain car il ouvre l'accès au mentir-vrai. L'Art, c'est la réalité même, l'invisible pressenti du secret, de l'énigme qu'est toute vie pour elle-même. Vélasquez, le Maître, révèle en son œuvre plus de vérité, et dans les Menines plus de réalité que la Cour même de Philippe IV et de ses descendants dégénérés, où ce qui devrait être le comble de la réalité, le pouvoir, se joue en noir dans un théâtre d'ombres. A contrario, Jacques Mias, voyeur du réel, nain sans pouvoir créateur, tombe dans le pire, dans l'oubli de la vie, dans le coma éthylique: et ne s'offre plus à lui qu'un départ, qui ressemble à une fuite, une poussée inconsciente vers Saint-Jacques de Compostelle, comme une régression vers l'enfance, la dévotion malsaine de la mère planant sur son échec. C'est que l'Art non seulement révèle la vie à elle-même en son noyau de lumière énigmatique, mais encore élève.

Les sept nains convergent sur Lisbonne, capitale ouverte au large et origine du Maître (du père ?) à l'initiative de Mari-Barbola. Or Mari-Barbola, naine, est sublime en quelque sorte par contagion et par la grâce de sa filiation artistique: modèle de Vélasquez pour les Menines, puis son amie en silence et sa complice en humanité, humiliée par les hommes comme le peintre par les Grands d'Espagne, elle accède au moyen de l'éternité et du style de l'œuvre à la grandeur que, par une aberration de ses lois, la nature lui a refusé - ou du moins à un ordre de grandeur que son double sur le tableau a fixé. Quant à Vélasquez, son Maître («je nomme maître celui qui vous grandit»), il est le grand rectificateur du monde: «Philippe IV n'est grand que peint par Vélasquez». Philippe IV: mais aussi tous les nains que nous sommes. Art Corn, le joueur de jazz «ne peut pas grandir. O.K... alors il va leur montrer comme on s'élève». Mari-Barbola, vivant - survivant plusieurs siècles - grâce aux œuvres du maître qu'elle possède meurt de s'en déposséder. Mais cette mort n'est plus tragique car c'est par elle que sa transfiguration est rendue possible: l'accès à l'invisible où le Maître de la lumière et de l'humanité des visages a peut-être percé «le secret» qu'est toute vie - l'au-delà de toute œuvre qui suppose la médiation de l'œuvre.

L'art idéalise, révèle et élève donc: mais par ce seul aspect idéologique, le roman-fable de Pierre Veilletet ne serait encore que banale réussite. Or, si l'on peut parler à son propos de réussite éclatante, c'est à sa composition, savante jusqu'à la

prouesse, que ce livre le doit. Comme le lecteur des Menines, le lecteur de Mari-Barbola se perd dans les jeux de miroirs de la forme et du fond. Mari-Barbola, roman et, ensemble, commentaire des Menines, est composé comme le tableau du maître sévillan, dont on connaît toute la complexité, l'un des plus vertigineux chefs-d'œuvre de la peinture occidentale. C'est qu'en effet ses ouvertures se réfléchissant l'une l'autre, les mises en abîme brouillent les repères habituels du lecteur de l'œuvre d'art. Ainsi, la présence physique dans l'œuvre même du créateur saisi dans l'acte de peindre, la représentation donc du tableau qui se fait dans l'œuvre achevée, à quoi s'ajoutent au dernier plan: d'une part un miroir réfléchissant un couple (royal ?) dont l'absence cependant aux côtés du regard regardant le tableau irrealise le lieu réel ou supposé tel du spectateur, et d'autre part l'ouverture d'une porte sur un nouvel espace (imaginaire mais donné en trompe-l'œil), - tout cela fait de cette savante composition picturale, littéralement sans fin mais aussi sans origine, l'une des plus compliquées qui soient à appréhender et l'une des plus troublantes: car elle interroge sur les rapports de la réalité et de la fiction. On songe à son propos au Quichotte ou, plus près de nous aux fictions labyrinthiques de Borgès.

Or telle est la composition du livre de Pierre Veilletet: réflexion sur le statut du créateur et de la créature romanesques. Prenant sa matière dans l'œuvre de Vélasquez, il en épouse la forme; mais cette forme est aussi son fond; c'est vertigineux. Mari-Barbola, personnage du tableau, commente le tableau; contenue dans l'écriture, elle se fait également l'agent de son écriture puisque l'écrivain, c'est elle. C'est bien une histoire de double: mais qui est le double de qui ? Les Menines hors du roman en tant qu'on en parle sont pourtant dans le roman qui se constitue comme elles: le contenu perdu (il appartient à Vélasquez) est récupéré comme forme. Récupéré, mais par qui ? Certes pas par l'auteur, absent. Par Mari-Barbola ? Oui, mais elle vient des Menines... Ainsi de suite, le jeu de reflets peut se prolonger à l'infini. C'est de l'art absolu: comme Vélasquez sur le tableau, l'auteur est l'auteur de soi-même, à soi-même père et fils en une seule personne insaisissable et, comme le Dieu de Pascal, partout et nulle part, centre et circonférence de la sphère. Et c'est bien en effet à un véritable discours théologique sur la création artistique que nous convie Pierre Veilletet.

Jamais cependant l'intelligence de la mise en scène n'écrase la sensibilité de l'écriture, sa profondeur, sa gravité, son classicisme, son équilibre, son ironie (2) évoquant Camus dans ses réussites les plus prouvées. La place, les mots, la respiration manquent pour dire tout le bien qui s'impose sur cette fable où passent certes les nains et Vélasquez, mais aussi l'Espagne, Chicago, la corrida, le jazz, les terres vidées par la chaleur ou le froid, la monstruosité, le sordide et le sublime, les églises et les bordels, la solitude dans l'Alcazar et la solitude dans une mercerie; et où passe surtout l'ombre éponyme de tout le roman occidental: l'ombre du Quichotte.

Maintenant que s'annoncent les prix de fin d'année, un jury d'importance honorerait la République des Lettres d'un éclatant hommage à Pierre Veilletet.

Alain FLAMAND

(1) Publié aux Editions Arléa, prix franco: 100 F.

(2) Il faudrait revenir sur le dernier tour de passe-passe de l'auteur, mais outre qu'il faut savoir laisser au lecteur le plaisir de la découverte, ce beau livre est inépuisable.

Curriculum vitae

Lagon

Publié avec le concours du C.N.L.

Cité

Comprendre l'Union Soviétique:
avec Alexandre ADLER



Comprendre l'Union Soviétique

Le N°19 de la revue «Cité» (72 pages) est consacré à un dossier sur le système Gorbatchev.

- Entretien avec Alexandre ADLER
- Une nouvelle étape dans le développement du totalitarisme ? (Martin HYBLER)
- Antigone en Russie (Luc de GOUSTINE)
- A la recherche de l'Histoire (Martin HYBLER)

Dans ce n° 19 on pourra lire de plus les articles suivants :

- Revue des revues sur l'Europe (B. LA RICHARDAIS)
- Economie: une solution pour les pays en voie de développement: le co-développement (Areski DAHMANI)
- Forum: Charles Maurras et Auguste Comte (Gérard LECLERC)

BULLETIN DE COMMANDE

Nom

Adresse

s'abonne pour 4 n° (125 F)

commande le n° 19 (35 F)

Versements à l'ordre de «Cité»
CCP 23 982 63 N Paris

Klaus Barbie,
sa vie, son temps

«Hôtel Terminus» est le troisième film que Marcel Ophuls consacre à la seconde guerre mondiale. C'est aussi une grande leçon de cinéma et de journalisme.

ORDONNANCE
relative au
CONTROLE DES JUIFS

■ la responsabilité de nos contemporains.

Après «Le chagrin et la pitié», brillante analyse politique et sociologique de la France sous Vichy, et «The memory of justice» qui avait pour sujet le procès de Nuremberg - et qui n'a, d'ailleurs, jamais été diffusé en France - Marcel Ophuls renoue avec le documentaire et la seconde guerre mondiale, période de l'Histoire de France qu'il semble particulièrement, affectionner.

Cette fois, Ophuls s'attaque, dans un film passionnant de quatre heures trente, à Klaus Barbie. Le propos du réalisateur n'est pas de faire, ou de refaire, le procès de Barbie, mais de partir à la découverte d'un homme et d'essayer de comprendre les circonstances qui ont amené le «môme Barbie» (comme l'appellent encore aujourd'hui les vieux de son village natal) à devenir le tortionnaire que la France entière connaît.

Tour à tour, défilent, sur l'écran, les paysages et les personnages familiers de son enfance et de son adolescence (voisins, amis, officiers S.S.) des résistants français (Claude Bourdet, les époux Aubrac...), des victimes de Barbie (dont l'émouvante Simone Lagrange), des officiers américains des services secrets avec lesquels l'ancien S.S. a collaboré dans l'immédiat après-guerre, des proches de Barbie, en Bolivie, sa fille, sa belle-fille, des journa-

listes, des intellectuels (Alain Finkelkraut)... sans oublier Jacques Vergès.

Aucune piste n'est négligée: Ophuls traque les témoins, et les interroge toujours avec beaucoup d'intelligence et de tact, et parfois avec ironie. Le résultat est à la hauteur de l'attente du spectateur: grâce à un énorme travail de montage, les interviews se superposent, se contredisent, s'annulent, se complètent, et les séquences s'entrechoquent. L'ensemble confirme que s'il existe, dans l'absolu, une vérité historique, celle-ci se révèle difficilement (au sens chimique du terme), tant les interprétations et les souvenirs de mêmes faits divergent d'un individu à l'autre.

S'il y a une leçon à retenir de ce film, elle réside dans le fait que ce sont nos contemporains, en Allemagne ou à Lyon pendant la guerre, en Bolivie ou en France de nos jours, qui ont permis ou permettent, par leur couardise et leur égoïsme, à des personnages comme Barbie d'exister.

La diversité et la multiplicité des témoignages, aurait pu lasser et nous faire perdre de vue cette idée force. Il n'en est rien. Au contraire, ceux-ci ne font que confirmer qu'il faut aujourd'hui, encore, être prudent: la bête immonde sommeille, un rien suffirait à la réveiller.

Nicolas PALUMBO

Mayotte

Les éditions du Pacifique spécialisées dans les ouvrages touristiques sur les îles dites «fortunées», du moins dans leurs paysages, viennent d'en publier un excellent sur Mayotte. C'est, à ma connaissance, le seul livre grand public consacré à cette collectivité territoriale française située au nord du Canal du Mozambique. Une réussite qu'il est agréable de souligner.

L'illustration visant avant tout au pittoresque - c'est la loi du genre - l'amateur d'exotisme sera comblé. En un peu plus de 200 photos plus belles les unes que les autres le curieux connaîtra presque tout des splendides paysages de l'île parfumée.

Le texte, clair et précis donne l'essentiel de ce qu'il faut savoir, en particulier sur l'étonnante société matrimoniale très affirmée qui règne là-bas, en pays d'Islam. Il éclaire également fort bien les raisons du choix que firent les Mahorais il y a une quinzaine d'années lorsqu'ils manifestèrent leur désir de rester français.

Ce petit livre donne à ceux qui connaissent la région une furieuse envie de plonger à nouveau dans le plus grand lagon du monde ou de gravir, une fois encore, les pentes de l'étrange Choungui. Qu'il donne aussi à certains, qu'on souhaite nombreux, le but de prochaines vacances. Dépaysement assuré.

M.F.

Mayotte, Editions du Pacifique. Prix franco: 129 F.

Vous êtes curieux ?
3615 AGIR * NAR

Engagement

la nouvelle action royaliste



AU REFERENDUM

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h 45 - entrée gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● Mercredi 26 octobre et mercredi 2 novembre - Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

● Mercredi 9 novembre - La majorité des pays européens vit en monarchie et les faits et gestes des monarques étrangers font la «une» de nos journaux. Dans «L'Europe des rois» qu'il vient de publier, Stéphane BERN qui a été rédacteur en chef de «Dynastie», tire de l'étude de ces monarchies vivantes des enseignements pour la France d'aujourd'hui. Un sujet qui ne peut manquer de passionner les royalistes français.

● Mercredi 16 novembre - Responsable du service documentation de l'Institut National d'Etudes démographiques, Emmanuel TODD était particulièrement bien placé pour étudier les bouleversements de la société française actuelle. C'est ce qu'il vient de faire dans un ouvrage passionnant et novateur «La nouvelle France» où il montre que ce «séisme» touche notre pays en profondeur et dans tous les domaines. Il nous expliquera aussi que persistent des valeurs fondamentales qui permettront à la France de demeurer elle-même.

REFERENDUM

La N.A.R. a décidé de répondre par un OUI sans réserve au référendum du 6 novembre sur la Nouvelle Calédonie et d'engager le mouvement activement dans la campagne. Un matériel de propagande adapté a été imprimé qui est à la disposition de nos lecteurs.

AUTOCOLLANTS - De format 5 x 10 cm, impression noire sur fond jaune.

Tarif (prix franco): 50 ex.: 20 F - 100 ex.: 34 F - 500 ex.: 106 F.

AFFICHES - De format 40 x 60 cm, impression bleue sur fond blanc.

Tarif (prix franco): 50 ex.: 56 F - 100 ex.: 80 F - 200 ex.: 40 F - 300 ex.: 190 F - 500 ex.: 250 F.

COLLOQUE

Avant d'aborder l'année du bicentenaire de la Révolution les royalistes ont voulu apporter leur pierre à la réflexion nécessaire sur cette période importante de notre histoire. C'est l'objet du colloque que nous organisons, à Paris le Samedi 19 novembre sur le thème général de «Célébrer 1789». Ce colloque se déroulera en deux parties: la première, le matin qui rassemblera des historiens, tentera de répondre à la question «Qu'est-ce que 1789 », la seconde, l'après midi, avec des hommes politiques, sur l'interrogation: «Que retenir de 1789 ?».

En raison du nombre de place qui est limité, nous demandons aux personnes désireuses de participer à ce colloque de bien vouloir nous le signaler. Nous leur ferons parvenir, par retour de courrier, tous les renseignements pratiques nécessaires ainsi que les bulletins d'inscriptions.

Et si vous adhérez ?

Le Conseil National de la N.A.R. se réunira à Paris, le 20 novembre prochain. Bonne occasion de rappeler à nos lecteurs quelques principes de fonctionnement de notre mouvement et de les inciter à y adhérer ...

Contrairement à ce que croient certains de nos nouveaux lecteurs, la publication de «Royaliste» n'est que la partie la plus visible de nos activités mais elle est loin d'être la seule. Notre journal est l'organe d'expression d'un mouvement qui rassemble tous ceux et celles qui veulent contribuer activement à la popularisation de l'idée royaliste.

Ce mouvement est organisé d'une manière démocratique: tous les ans les adhérents réunis en Congrès décident de la ligne générale du mouvement et fixent sa position sur les problèmes importants de l'heure, tous les deux ans ils votent pour désigner les membres de notre Conseil National. Ce dernier, qui se réunit deux fois par an, est chargé d'appliquer la ligne définie par le congrès, d'assurer le contrôle de la gestion du mouvement et d'élire les membres du Comité directeur. Le Comité Directeur enfin, composé de douze membres, assure la direction courante du mouvement et ses prises de po-

sition politique quotidiennes.

En province, des «délégués départementaux» désignés par le Comité directeur, sont les représentants officiels du mouvement, chargés d'être son porte-parole auprès de la presse et des autres formations politiques.

Mais une telle organisation, pour fonctionner correctement, a besoin constamment d'un afflux de sang nouveau. Non seulement pour compenser les défections inévitables mais surtout pour éviter la sclérose et l'usure, pour étendre notre implantation territoriale -qui est encore beaucoup trop lacunaire-, pour accroître notre crédibilité et notre efficacité.

C'est donc à nos nouveaux lecteurs que je m'adresse. Si vous partagez, l'essentiel de nos positions et de nos idées, si vous voulez contribuer efficacement au développement de l'idée royaliste, n'hésitez plus: demandez nous un bulletin d'adhésion et rejoignez nos rangs !

Yvan AUMONT

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 90 F seulement (au lieu de 210 F) vous pouvez recevoir: Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui,» et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Form with fields for Nom, Prénom, Date de naissance, Profession, Adresse.

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 90 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à: «Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris.

OUI à la paix



La première condition du débat politique est que la réflexion s'organise autour des questions qui sont effectivement posées. Dire cela n'est pas une banalité, mais une exigence qu'il faut sans cesse rappeler puisque la tentation est grande de réagir selon l'étiquette de ceux qui posent les questions, d'inscrire celles-ci dans la perspective de l'affrontement entre la droite et la gauche, ou d'en faire l'enjeu de rivalités secondaires. Abandonner ainsi sa décision à des processus automatiques conduit à se tromper lourdement, parfois à trahir ses fidélités essentielles, et entretient le mépris à l'égard d'une politique apparemment réduite aux calculs et aux combines d'une médiocre guerre de clans.

Il est permis de sourire lorsque ces stratégies microcholines se déroulent autour d'un amendement budgétaire ou dans le cadre d'un canton. Mais la question qui sera soumise au référendum du 6 novembre est trop grave pour qu'elle soit ainsi obscurcie, détournée et finalement ensevelie par l'effet de considérations subalternes. Ce qui est en jeu, ce qui dépend de notre décision, de notre engagement collectif, c'est l'avenir de la Nouvelle-Calédonie et, à travers elle, le destin de l'ensemble français, à l'échelle des décennies et des siècles.

L'ENJEU

Précisons encore, puisque la mauvaise foi partisane y est contraint. Il s'agit de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, et non du plébiscite d'un Président qui n'en a nul besoin puisqu'il a été, voici six mois, confirmé dans ses fonctions de façon incontestable. Il s'agit du destin de l'ensemble français, et non d'un calcul politicien, visant à déstabiliser la droite et à conforter le parti socialiste. Peut-on soutenir sérieusement que le Premier ministre s'est servi de la crise calédonienne pour « monter un coup » politicien ? Il y a des soupçons qui déshonorent ceux qui les portent...

La question posée le 6 novembre n'est pas celle de l'allégeance au chef

de l'Etat et à son Premier ministre, de la soumission au parti socialiste ou de comptes à régler avec le RPR. Si MM. Chirac et Pons avaient soumis à référendum une politique de paix en Nouvelle-Calédonie, ils auraient eu le soutien du président de la République et de la très grande majorité des Français, à l'exception des extrêmes. Pour le malheur de la Nouvelle-Calédonie, le fait est que l'ancien gouvernement a défendu une politique néo-coloniale, aggravé l'inégalité entre les communautés (en supprimant notamment l'office foncier et l'office de développement des régions après 1986), accepté sans mot dire que la justice cède à la vengeance politique et raciale dans son jugement sur le massacre de Hiengène, conçu le maintien de l'ordre comme une opération de guerre, et finalement voulu, à Ouvéa, que la pure violence soit mise au service d'intérêts très immédiats.

Le fait est que, pendant les cinq années noires que la Nouvelle-Calédonie a vécues, d'autres hommes ont su freiner, contrôler puis dominer et dépasser la logique des passions contraires: Edgar Pisani, qui a ouvert de nouvelles perspectives avec une intelligente audace; Jean-Marie Tjibaou, qui a résisté à toutes les provocations et à son propre désir de vengeance alors que deux de ses frères ont été assassinés à Hiengène; François Mitterrand, qui a maintenu le dialogue et rendu possible l'accord que Michel Rocard a réalisé. Faut-il faire la fine bouche sous le prétexte qu'il s'agit là d'hommes de gauche ? Mais une droite fidèle à elle-même n'aurait pas agi autrement et nul ne devrait oublier que le rôle de Jacques Lafleur, porte-parole du RPCR, a été décisif dans la conclusion de l'accord.

Mais qu'importe les distinctions partisans. La question calédonienne ne se tranche pas entre la droite et la gauche, elle ne sépare plus les communautés canaque et caldoche, et elle ne se pose pas, aujourd'hui, en terme de maintien dans la République ou de sécession. L'essentiel, c'est la paix retrouvée, alors que la guerre civile paraissait inéluctable; c'est la possibilité donnée à tous les habitants de la Nouvelle-

Calédonie de construire leur avenir et de choisir librement la relation qu'ils voudront avoir avec la France.

NOTRE CHOIX

Comment ne pas répondre par un oui sans réserve à ce projet ? Le Oui des royalistes, des socialistes, des libéraux, des démocrates-chrétiens, des communistes, des gaullistes, du FLNKS et du RPCR sera donné dans le même souci de justice et de paix. Qui s'excluerait de l'approbation et de l'espérance communes aurait, dans l'infidélité à sa propre tradition, une attitude proprement insensée:

- dire Non au référendum en invoquant la défense de la « Nouvelle-Calédonie française », c'est se déclarer solidaire des injustices du passé, qui ont suscité le mouvement indépendantiste, et compromettre à terme la présence française sur cette terre. Une France qui n'est pas aimée est déjà absente, abstraite, et condamnée à se retirer.

- L'abstention politique du RPR ne vaut pas mieux. Elle exprime tout à la fois l'orgueil de ceux qui ne veulent pas reconnaître leurs erreurs, la lâcheté d'une direction tiraillée entre des courants contraires, sans que rien de positif ne soit dit sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

- Quant à ceux qui voudraient s'abstenir par désintérêt, il faut qu'ils sachent que l'indifférence n'est jamais innocente. Elle porte en elle sa part de mépris et de violence qui ne dégage d'aucune responsabilité. Car l'objection du lointain et de l'inconnu n'est qu'un mauvais prétexte. Ce qui va s'édifier en Nouvelle-Calédonie après le 6 novembre, c'est une nouvelle relation des peuples et des nations avec l'ensemble français. Manquée, elle nous replacerait dans la fausse alternative du nationalisme jacobin et du séparatisme violent. Réussie, elle aura valeur exemplaire sur d'autres terres, pour d'autres citoyens. Si elle veut être fidèle à elle-même et continuer d'exister, la France doit sans cesse se réinventer.

Bertrand RENOUVIN